

AUX ORIGINES DE LA SOCIOLOGIE ANGLAISE :

LE DÉBAT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL SUR LA PAUVRETÉ

À L'ORÉE DU XX^e SIÈCLE

*Jacques Rodriguez*¹

Cet article met en lumière l'apport des sociologues dans les débats relatifs à la pauvreté en Angleterre au tournant du XX^e siècle et, accessoirement, le rôle de ces débats dans l'affirmation de la sociologie sur la scène politique, puis académique. Il montre que si la sociologie est encore une science embryonnaire à l'époque, elle tend à se distinguer de l'économie politique s'agissant de l'analyse de la « question sociale ». C'est elle, en effet, qui révèle l'existence d'une importante pauvreté industrielle, qui mesure l'étendue du phénomène grâce au procédé de la « ligne de pauvreté » et qui s'efforce, surtout, de proposer une alternative convaincante à l'individualisme libéral et au socialisme. En examinant plus particulièrement les travaux de Seebohm Rowntree, John Hobson ou Leonard Hobhouse, cet article souligne finalement ce qui fait la spécificité de la sociologie anglaise : sa contribution essentielle à l'élucidation des problèmes de pauvreté.

The Origins of British Sociology: the Economic and Social Debate on Poverty at the Turn of the 20th Century.
This article throws light on the contribution of sociologists to the debates relating to poverty in England at the turn of the 20th century and, additionally, the role of these debates in the emergence of sociology on the political, then academic scene. It shows that if sociology was still in its embryonic stages at the time, it tended to distinguish itself from economics in its analysis of the "social question". Indeed, sociology revealed the existence of important industrial poverty, estimating its scope through the use of the "poverty line", and trying to establish a convincing alternative to liberal individualism and socialism. Through a close examination of the works of Seebohm Rowntree, John Hobson or Leonard Hobhouse, in particular, this article finally underlines the true specificity of British sociology, namely its fundamental contribution to the clarification of the problems of poverty.

Mots clefs : Pauvreté, sociologie, histoire, Angleterre, économie politique.

Keywords: Poverty, sociology, history, England, political economy.

Classification du JEL : I32, N33, B13

1. Université de Lille 1 et CLERSÉ-CNRS.

Le problème de la pauvreté industrielle se pose de manière éclatante dans l'Angleterre du XIX^e siècle qui fait figure, à bien des égards, de véritable « laboratoire » en matière économique et sociale [Polanyi, 1944]. Dès l'apparition du phénomène, nombreux sont ceux, d'ailleurs, qui en étudient la genèse et les manifestations, ou qui dissertent sur les meilleurs moyens de résoudre la « question sociale ». Toutefois, comme la pauvreté industrielle apparaît en contrepoint d'un essor économique incontestable, dont elle semble du même coup invalider les promesses, elle est parfois dénoncée, plus souvent mal comprise ou déniée. Tout au long du siècle victorien, elle suscite ainsi une abondante littérature qui, de fait, tend souvent à la diluer dans l'argumentaire statistique ou dans le commentaire moralisateur.

Ces réflexions se renouvellent profondément à partir des années 1870-1880, que l'historiographie présente volontiers comme une ligne de partage des eaux. D'un côté, en effet, l'agitation sociale gronde et la classe ouvrière s'organise : des grèves éclatent dans divers grands centres manufacturiers tandis que les travailleurs non qualifiés viennent grossir le mouvement syndical ; dans le dernier quart du XIX^e siècle, cette fièvre révolutionnaire est entretenue en particulier par la *Social Democratic Federation* où Henry Hyndman, le vulgarisateur de Marx en Angleterre, dénonce l'étendue de la pauvreté – évaluée à 25 % de la population – et conjugue la « question sociale » avec la question politique, la lutte pour de meilleures conditions de vie et le combat pour la démocratie [Hyndman, 1881 ; Jones, 2007]. De l'autre côté, cette période est aussi le théâtre d'une véritable « révolution » intellectuelle, marquée par un renouvellement de la pensée sociale. Parce que les faits soumettent les théories traditionnelles à une épreuve redoutable, une science sociale plus inductive, volontiers associée à des préoccupations réformistes, tend alors à s'affirmer [Soffer, 1970]. Ces deux tendances sont en réalité étroitement appareillées : la pauvreté, qui alimente la contestation sociale et politique, suscite aussi la quête d'une alternative aux théories purement déductives, celles-là mêmes qui soutiennent l'existence d'un ordre sous-jacent à l'expérience immédiate et en exposent les lois.

Ainsi l'émergence de la science sociale est-elle à la fois contemporaine et solidaire de la reconnaissance de la pauvreté en tant que phénomène social et problème politique à part entière [Rodriguez, 2007]. Il est certes vrai que cette science, dépourvue d'ancrage institutionnel avant le début du XX^e siècle, forme une nébuleuse où l'on rencontre surtout des « déviants académiques » [Abrams, 1968, p. 102] : philosophes, chercheurs amateurs, comme les entrepreneurs Booth et Rowntree, ou économistes « hérétiques », à l'instar de John Hobson. Il est vrai aussi que ces « savants » sont d'autant moins

des sociologues à proprement parler que la sociologie n'est rien d'autre, à l'époque, qu'un label instable, enjeu de luttes entre divers protagonistes du débat intellectuel – qu'il s'agisse des inconditionnels de la biologie sociale, des partisans du socialisme fabien ou des adeptes des grandes synthèses théoriques, comme Leonard Hobhouse. Toutefois, nombre d'entre eux ont en commun une interrogation sur la pauvreté de masse et élaborent un nouveau savoir, qui accorde une attention particulière aux liens entre institutions et conditions sociales, entre organisation économique et processus de paupérisation. En ce sens, l'examen des questions de pauvreté va servir de catalyseur à la sociologie britannique qui, dans ses enquêtes empiriques comme dans ses recherches plus théoriques, tend alors à se démarquer des autres registres d'analyse des problèmes sociaux. Comme on s'efforcera en particulier de le montrer dans ce qui suit, cette sociologie embryonnaire se déploie en contrepoint de l'économie politique, à bonne distance de ses résultats ou de ses raisonnements. C'est elle, en effet, qui offre les aperçus les plus originaux sur la pauvreté, véritable impensé de la pensée sociale anglaise du XIX^e siècle (1). Ce faisant, elle contribue aussi à révéler l'étendue du phénomène, dont elle précise les contours au moyen d'un instrument inédit et heuristique : la « ligne de pauvreté » (2). Surtout, cette science balbutiante se présente, dans les travaux de John Hobson ou de Leonard Hobhouse, comme une véritable alternative morale à l'analyse économique du « problème social » (3).

En examinant ainsi le débat économique et social relatif à la pauvreté en Angleterre, cet article ne méconnaît pas le caractère artificiel des délimitations académiques – économie et sociologie – s'agissant de disciplines non ou faiblement structurées à l'époque. Il voudrait toutefois suggérer que les recherches sur la pauvreté dans lesquelles les « savants » sont engagés au tournant du XX^e siècle contribuent à singulariser la sociologie par rapport aux autres branches du savoir, notamment l'économie politique, et à l'implanter solidement dans les cercles et les débats politiques – avant son intégration dans le monde académique.

I. La pauvreté, entre perception et réalité

L'acuité des débats relatifs à la pauvreté résulte de ce que celle-ci constitue à bien des égards un phénomène énigmatique au XIX^e siècle : elle est, d'une certaine façon, « invisible ». À cette époque, note ainsi Malcolm Mansfield, « on niait que la pauvreté ait une existence au sens pleinement sociologique » [Mansfield, 1994, p. 300]. En d'autres termes, la pauvreté est

peut-être massive, comme le soutiennent ceux qui dépeignent cette « autre Angleterre », celle des quartiers ouvriers et des bas-fonds, mais elle n'est en rien une catégorie d'analyse et semble absente du schéma de perception de la réalité sociale des auteurs du XIX^e siècle.

Depuis le début de la période victorienne, en effet, la pauvreté ne constitue apparemment plus un problème social, ni un item du répertoire politique : la population indistincte des pauvres, qui sollicitait naguère les autorités, ne relève plus de leur juridiction. C'est la conséquence du vote en 1834 d'une nouvelle loi d'assistance – la *New Poor Law* – qui durcit notablement les conditions d'attribution des secours aux familles déshéritées². Désormais, ceux-ci ne s'adressent plus aux pauvres, c'est-à-dire à l'ensemble des personnes dépourvues de moyens d'existence suffisants, mais seulement à celles et ceux qui sont inaptes au travail. Autrement dit, la *Poor Law* devient, à partir de 1834, une *Pauper Law*, une loi destinée en théorie aux seuls indigents que l'âge, l'infirmité ou la maladie, par exemple, privent de la possibilité de subvenir à leurs besoins³. Et il appartient à la *workhouse*, institution disciplinaire rigoureuse, de faire respecter cette ligne de démarcation sociale en dissuadant tous ceux qui peuvent travailler de faire appel à la charité légale [Rodriguez, 2004]. L'objectif de la réforme est limpide : en décourageant les pauvres valides de solliciter des secours, la loi tend à les rétablir dans leur dignité de travailleurs indépendants, absorbés par ce que Polanyi a appelé le marché « autorégulateur ». Comme le souligne Giovanna Procacci, « seul l'indigent doit faire l'objet des lois ; le pauvre appartient au monde du travail et doit par conséquent être réglé par ce seul marché » [Procacci, 1996, p. 414]. La loi de 1834 peut donc être interprétée comme l'instrument grâce auquel les élites économiques et politiques ont imposé une nouvelle perception, mais aussi une nouvelle définition de la réalité sociale. Tandis que l'assistance de jadis

2. La loi de 1834, qui met un terme au système des compléments de salaires inauguré à Speenhamland (1795) et impose aux assistés de « gagner le pain qu'ils mangent » dans l'enceinte d'une maison de travail (*workhouse*), a suscité, dès sa mise en chantier, de nombreuses controverses relayées, ensuite, par un incensant débat historiographique [Rodriguez, 2007, p. 19-39].

3. La différence entre « pauvre » et « indigent » est très importante pour comprendre ce qui se joue en 1834 et comment le problème se posait à ceux qui entreprirent de réformer l'assistance publique. Edwin Chadwick [1836, p. 500], l'un des principaux artisans de la *New Poor Law*, formule le problème en ces termes : « Il n'y a pas dans l'histoire moderne d'ambiguïté verbale qui ait entraîné plus de dégâts que celle qui s'attache au mot 'pauvre' ; tous ceux qui ne possèdent pas de richesses étant appelés 'pauvres', la loi est censée les prendre en compte et mettre à la charge du gouvernement le soin de leur procurer des salaires suffisants. » Pour les réformateurs de 1834, l'assistance ne doit donc plus concerner les pauvres, autrement dit le « peuple », mais seulement les indigents, ceux qui sont incapables de vivre de leur travail sans l'aide des paroisses. C'est ce que confirme le dernier article de la loi, qui précise que « le mot 'pauvre' doit être interprété comme comprenant tout miséreux ou indigent qui demande ou reçoit une aide publique [...] ou qui est à la charge de la collectivité » [Bosanquet, 1839, p. 135].

enregistrait et entérinait l'existence d'une « misère publique », la philosophie sociale de 1834 méconnaît la pauvreté en tant que phénomène social. Il n'y a plus désormais de pauvreté à proprement parler, mais seulement des situations individuelles relevant exclusivement du marché du travail et/ou de la volonté des travailleurs eux-mêmes. Dans l'esprit des réformateurs de 1834, la pauvreté n'existe pas ; si le mot existe, il ne correspond à aucune réalité tangible : le traitement de l'indigence, d'un côté, les avantages de l'insertion économique, de l'autre, doivent automatiquement en réduire l'étendue. Selon ce nouveau schéma d'interprétation de la réalité, la pauvreté désigne donc un phénomène macrosocial évanescent, un état transitoire voué à se dissoudre dans le progrès économique généralisé.

Tout au long du XIX^e siècle, les esprits éclairés partagent, dans le registre de la conviction ou de l'espoir, l'opinion selon laquelle le travail doit permettre à chacun de s'insérer dans la société et de conquérir son indépendance. L'intégration sociale de la classe laborieuse n'apparaît donc pas – ou plus – comme une perspective chimérique : elle s'incarne dans la figure du travailleur « respectable », symbole de rectitude comportementale et gage d'une société harmonieuse [Thompson, 1988]. C'est ce projet de société que la pensée et l'action sociales, engagées dans un processus de légitimation circulaire, s'efforcent au fil des décennies de ratifier. Les maîtres d'œuvre de la *scientific charity* choisissent ainsi de mener une politique compassionnelle soigneusement calibrée, qui s'adresse aux seuls pauvres « méritants » (*deserving poor*), sérieux mais infortunés [Bosanquet, 1914]. À l'unisson des responsables de l'assistance publique, les philanthropes veulent en effet éviter qu'une distribution inconsidérée des secours n'offre aux pauvres une échappatoire au travail et à une vie réglée. Cette orientation générale est alors au diapason des réflexions que livrent nombre de statisticiens, d'économistes et de penseurs sociaux. Ceux-ci font en effet de la condition morale des pauvres le siège de tous les problèmes sociaux et affirment que c'est là qu'il faut agir avant tout, d'autant que l'évolution économique laisse entrevoir une amélioration tendancielle du sort du plus grand nombre – à l'exception, toutefois, du « résidu » incompressible de ceux qui vivent en marge de la société. L'analyse économique renforce cette interprétation lorsqu'elle écarte l'éventualité d'un chômage involontaire, ou lorsqu'elle examine la croissance du produit national [Harris, 1972, p. 9-11]. Dudley Baxter puis Leone Levi ou Robert Giffen signalent à cet égard que des progrès importants ont été réalisés au cours des décennies écoulées [Deane, 1957]. Ils indiquent en particulier que la situation des classes laborieuses s'est améliorée sous l'effet conjugué de la hausse des salaires nominaux « pour les travailleurs de chaque classe » et de la baisse du prix des denrées de base [Levi, 1885,

p. 30-31, 57 ; Giffen, 1886]. De même, en 1882, Giffen soutient devant la *Statistical Society* de Londres que l'évolution de la structure des emplois tend progressivement à réduire le nombre de travailleurs non ou faiblement qualifiés. Et il précise que cette baisse ne résulte pas de leur absorption par le « résidu » des inemployables mais de leur aspiration dans la « classe laborieuse honorable ». Autrement dit, il s'agit bien d'une translation vers le haut, d'une mobilité structurelle ascendante, avec comme conséquence que « la proportion de ceux qui reçoivent des revenus modérément élevés a progressé » [Giffen, 1882, p. 333-334]. Ce type de diagnostic, que confirme Alfred Marshall en 1885 dans ses *Industrial Remuneration Conferences*, édulcore en fait la question de la pauvreté, qui tend à s'effacer devant le constat d'une consolidation de la situation des « vraies » classes laborieuses.

À la fin du siècle, toutefois, cette représentation de la réalité est de moins en moins acceptable. L'agitation sociale et politique qui gagne Londres ainsi que plusieurs centres industriels suggère en effet que l'accès au salariat ne permet pas, loin s'en faut, de mener une vie décente [Jones, 1971, p. 315-322]. De même, les statistiques de l'assistance publique, qui signalent une baisse du nombre d'indigents secourus, contrastent de façon saisissante avec la description des quartiers déshérités que diffusent la presse et les revues. Autrement dit, tout porte à croire qu'entre les deux statuts-limites de l'indigence et de l'indépendance laborieuse, entre l'indignité et la respectabilité, il existe en fait une vaste « zone d'indétermination sociale », que la littérature savante s'est employée vainement à comprimer [Topalov, 1994, p. 195 *sq.*]. Là, les individus ne disposent ni de l'assistance octroyée aux indigents, ni des avantages prétendument attachés au travail ; là se niche en réalité une pauvreté plurielle, plus ou moins accusée et durable, plus ou moins menaçante aussi. Quelle en est l'origine ? Et l'ampleur ? Englobe-t-elle la quasi-totalité des classes laborieuses comme le prétendent, à la fin du siècle, non seulement Henry Hyndman mais aussi les membres de la Société fabienne⁴ ? C'est à bien des égards sur ce terreau que va germer la science sociale ; et c'est aussi autour de ces questions que cette science va se détacher de l'économie politique – avec laquelle la statistique sociale des années 1830-1860 entretenait encore des relations ancillaires.

Si la sociologie se construit à distance de l'économie politique, elle ne se situe pas, pour l'essentiel, dans une perspective ouvertement critique. D'une part, en effet, économistes, statisticiens sociaux et sociologues ont souvent en commun un même ensemble de valeurs et une même crainte de la misère

4. Le premier tract de la Société fabienne, publié en 1884, s'intitule en effet « *Why are the Many Poor?* »

urbaine. Ainsi, dans sa volumineuse enquête entamée au milieu des années 1880, Charles Booth n'a de cesse de dénoncer l'inanité des commentaires alarmistes, prompts à décrire les travailleurs londoniens comme une menace pour l'ordre social. « La question de ceux qui souffrent effectivement de la pauvreté doit être abordée séparément de celle des vraies classes laborieuses », écrit-il [Booth, 1889, vol. 1, p. 39], avant de recommander, comme Marshall [1885], le déplacement des surnuméraires qui encombrant les marchés du travail et du logement. D'autre part, il n'est pas indifférent de noter qu'Alfred Marshall, par exemple, partage le même socle épistémologique que bien des sociologues : il accorde une grande attention aux faits, adopte une démarche mêlant induction et déduction, et entend considérer l'individu, non comme une « quantité constante », mais comme le « produit des circonstances au milieu desquelles il a vécu » [Marshall, 1906, vol. 1, p. 82-84]. Les rapprochements ne s'arrêtent pas là puisque Marshall est préoccupé très tôt par les questions de pauvreté : ce sont elles qui l'amènent en fait à s'intéresser à la théorie économique, qui l'incitent, par la suite, à s'affranchir quelque peu de la doctrine libérale, et qui expliquent cette tension, dans l'ensemble de son œuvre, entre économie et éthique, entre raisonnements scientifiques et arguments moraux [Levitt, 1976 ; Martinoia, 2006]. Reste que le maître de Balliol Croft peine à intégrer la pauvreté dans son analyse de l'équilibre économique : au tournant du siècle, ce sont les sociologues qui vont s'efforcer de poser le problème en termes neufs et en faire, finalement, une question d'intérêt public.

2. La « ligne de pauvreté » : constat et controverses

L'un des apports principaux de la sociologie naissante est d'avoir cherché à dénombrer les pauvres et à examiner la pauvreté de manière rigoureuse et dépassionnée, afin de clarifier les débats. Pour ce faire, les savants versés dans l'étude des problèmes de société se sont notamment employés à diviser l'espace social et à établir une « ligne de pauvreté » autour de laquelle il était possible de ventiler la population. Dans son enquête sociale sur la pauvreté londonienne, Charles Booth se livre, en pionnier, à cet exercice ; quelques années plus tard, en 1899, Benjamin Seebohm Rowntree affine la démarche et dégage des résultats plus robustes encore que ceux de son devancier londonien. Rowntree se présente ainsi comme une figure majeure de la recherche sociale empirique, une figure d'autant plus marquante que si ses travaux ont été contestés, dans les rangs des économistes notamment, ils n'en ont pas moins exercé une influence significative sur la législation sociale anglaise de la première moitié du *xx*^e siècle [Briggs, 1961].

Le programme de recherches présenté par Rowntree résume parfaitement l'objectif de l'enquête qu'il mène à York : « Quelle est l'exacte mesure de la pauvreté dans la ville, son étendue et son intensité ? Quelle part est due à des revenus insuffisants, et combien le sont par imprévoyance ? » [Rowntree, 1901, p. vi] Il s'agit donc de recenser les pauvres (*combien* sont-ils ?), puis de déterminer quelles sont les causes efficientes de leur détresse (*pourquoi* certaines personnes sont-elles dans l'incapacité de satisfaire aux nécessités de l'existence ?). L'intérêt pratique de l'étude tient au fait que Rowntree souhaite comparer la situation d'une ville de province à celle de Londres, où Booth a recensé 30 % de « pauvres » et de « très pauvres », confirmant ainsi – contre toute attente – les sombres prévisions d'Henry Hyndman. Autrement dit, Rowntree veut mener une véritable étude de la pauvreté urbaine anglaise – comme le suggère le titre de son livre *Poverty: A Study of Town Life* – en s'interrogeant sur l'exceptionnalité londonienne et en inscrivant son travail dans une perspective comparative. Sur ce point, son travail déçoit : parce qu'il se contente en réalité d'une étude monographique, il est amené à faire des extrapolations hasardeuses en présupposant indument le caractère « typique » de la ville d'York [Hennock, 1987]⁵. Mais son enquête n'en révèle pas moins l'existence d'une importante pauvreté industrielle, dont il souligne opportunément les conséquences sociales et économiques.

Plusieurs aspects de cette étude méritent, à cet égard, d'être soulignés. Il faut insister, en premier lieu, sur la fécondité méthodologique d'une enquête menée dans une ville modestement peuplée (78 000 habitants) où Rowntree peut recueillir directement une information quasi exhaustive sur les revenus et les principaux postes de dépenses des habitants. À York, explique-t-il, « la taille relativement réduite de la population permet de conduire une enquête avec un grand nombre de détails » [Rowntree, 1901, p. ix]. Rowntree et ses assistants visitent ainsi 11 560 foyers, représentant 46 754 personnes, soit une très large majorité de la classe ouvrière. En second lieu, il est important de préciser ce que recouvre la notion de « ligne de pauvreté », car l'enquêteur procède en réalité en deux temps. Tout d'abord, il distingue les pauvres du reste de la population d'York en fonction de critères qui ont été discutés par la suite, mais qui sont communément admis à l'époque : le revenu, le lieu de résidence, le type d'habitation, l'état des logements ou encore l'*hexis*

5. L'étude de Seebohm Rowntree comporte plusieurs approximations dommageables à l'analyse. Il écrit ainsi : « On a pris l'habitude de considérer la pauvreté londonienne comme exceptionnelle, mais lorsque les résultats d'une enquête approfondie montrent que la proportion de pauvres à Londres est à peu près identique à ce qu'elle est dans ce qui doit être regardé comme une ville de province typique, on est confronté à la probabilité effrayante selon laquelle de 25 à 30 % de la population urbaine du Royaume-Uni vit dans la pauvreté. » [Rowntree, 1901, p. 300-301]

corporel [Viet-Wilson, 1986]⁶. Il en déduit une estimation de la pauvreté totale qui s'élève à 28 % de la population de la ville, un chiffre qui corrobore le diagnostic établi par Booth [Rowntree, 1901, p. 299-300]. Mais Rowntree ne se contente pas de cette statistique globale. Une fois ce premier tri effectué, il entend ensuite distinguer ceux qui sont pauvres parce que leurs ressources sont insuffisantes (la « pauvreté primaire ») de ceux dont les revenus seraient suffisants s'ils n'étaient inconsidérément dépensés (la « pauvreté secondaire »). Il construit à cet effet une autre ligne de démarcation à partir du seul critère de « l'efficience physique » [*ibid.*, p. viii]. Cette ligne n'est pas un seuil de pauvreté absolue mais un instrument heuristique – appelé « ligne de pauvreté primaire » – permettant de mesurer la part de la population qui est objectivement incapable de subvenir à ses besoins physiologiques.

La « ligne de pauvreté primaire » constitue l'apport essentiel – et décisif – de Rowntree aux débats sur la pauvreté. Pour l'établir, il choisit en effet d'exclure délibérément les besoins sociaux (distractions, transport, culture, etc.) et de ne retenir que les dépenses incompressibles (logement, alimentation), de manière à fixer sa ligne à un niveau très bas [*ibid.*, p. 87]. Par ailleurs, il évalue les besoins physiologiques des individus en mobilisant, pour la première fois, les travaux des nutritionnistes, Paton, Dunlop et Atwater, qui ont analysé la composition de chaque aliment en protéines, lipides et glucides. Il retient leur évaluation des besoins nutritionnels minima pour les enfants et les adultes, avant de convertir ces besoins élémentaires en quantités de différents aliments, puis en termes monétaires. Là encore, Rowntree opte pour les aliments les plus économiques puisqu'il utilise ceux qui composent la ration quotidienne des résidents de la *workhouse* d'York [*ibid.*, p. 98-99]. Par suite, en comparant la somme d'argent nécessaire à chaque famille « pauvre » pour se procurer ces denrées de base aux ressources dont elles disposent effectivement, Rowntree peut déterminer la proportion de celles qui sont en situation de véritable dénuement. Sa conclusion révèle bien l'étendue du problème : 10 % de la population – ce qui représente une famille ouvrière sur six – dispose de ressources inférieures au seuil de « pauvreté primaire » et ne peut pas, dès lors, préserver sa santé. Cette situation n'est pas due, comme à Londres, à la désorganisation du marché

6. La méthode à laquelle recourt Rowntree pour isoler les pauvres est donc celle du faisceau d'indices, que l'auteur expose d'ailleurs sans détour : « Des informations directes étaient souvent obtenues des voisins ou des membres de la famille concernée indiquant que le père ou la mère était alcoolique ; dans d'autres cas, le visage tiré d'enfants en haillons en disait long sur leur pauvreté et leur privation. Jugeant de cette façon, en partie selon les apparences, en partie selon les informations qui m'étaient données, j'ai été en mesure de parvenir à une estimation juste du nombre total de personnes vivant dans la pauvreté à York. » [Rowntree, 1901, p. 115-116]

de l'emploi et au nombre excessif de travailleurs intermittents ; elle résulte essentiellement de circonstances familiales (décès du chef de famille, nombre d'enfants, etc.) et, surtout, de la faible rémunération du travail, y compris pour des salariés disposant d'un emploi régulier. À elle seule, d'ailleurs, la modicité des salaires explique plus de la moitié (52 %) des cas de « pauvreté primaire » [*ibid.*, p. 119-123]⁷.

L'apport principal de cette enquête est de proposer une mesure objective de la pauvreté sur la base d'un critère indiscutable : l'apport nutritionnel minimal, nécessaire au maintien de « l'efficacité physique ». Et à ceux qui lui reprochent d'avoir exagéré les besoins des pauvres, Rowntree peut répondre que ses conclusions se fondent sur les recherches scientifiques les plus pointues, qu'il n'a pris en compte aucune superfluité et que l'utilisation des rations alimentaires de l'assistance publique interdit toute surestimation des besoins. C'est d'ailleurs sous cet éclairage que l'on peut mesurer la portée de l'étude menée par Rowntree : la situation de vulnérabilité où se trouve réduite une partie de la classe ouvrière signifie que « toute dépense supplémentaire ne peut être couverte qu'en réduisant l'alimentation ou, en d'autres termes, en sacrifiant l'efficacité physique » [*ibid.*, p. 134]. L'enquêteur met ainsi en lumière les conséquences de la pauvreté qui, au moindre imprévu, entraîne une détérioration de la condition physique des classes laborieuses et tend finalement à dégrader le potentiel productif des travailleurs. « Un plus grand succès commercial sera hors de portée », écrit-il alors, « aussi longtemps qu'une large frange de la classe ouvrière, parmi les plus industrieux et les plus sobres, recevra à peine les trois quarts de la ration alimentaire indispensable pour fournir un travail modéré » [*ibid.*, p. 256]. Bref, la faiblesse des salaires apparaît ici comme une cause de déclin national – un constat qui fait écho aux discussions sur les risques de « dégénérescence de la race » animées à l'époque par les adeptes de l'eugénisme, entre autres. Et dès lors, la « question sociale » ne renvoie pas, pour l'essentiel, à la conduite des pauvres et aux moyens de l'améliorer : elle menace la prospérité du pays et engage l'avenir de la société tout entière [Hennock, 1987]. Avec Rowntree, le débat se déplace donc des causes vers les conséquences de la pauvreté, des conséquences qu'il estime suffisamment graves pour souhaiter une intervention publique en matière de salaires et/ou en direction des familles nombreuses.

7. S'agissant de ces travailleurs pauvres, Rowntree distingue bien ceux qui travaillent irrégulièrement (soit moins de 3 % des cas de « pauvreté primaire » à York) de ceux, essentiellement des travailleurs non qualifiés, qui disposent d'un emploi régulier mais trop faiblement rétribué pour leur permettre d'entretenir la santé de leurs familles (52 % des cas de « pauvreté primaire »).

Après celle de Booth, l'enquête de Rowntree produit un effet saisissant – surtout dans le contexte de la guerre des Boers où un grand nombre de conscrits ont été déclarés physiquement inaptes. L'une et l'autre démontrent en fait, chiffres à l'appui, la coalescence du travail et de la misère. À lire les enquêteurs sociaux, le travail n'est pas l'antithèse de la pauvreté, encore moins son remède. Ces recherches soulignent ainsi les incohérences et les limites du paradigme assistanciel de 1834, fondé sur la conviction que l'accès au travail est la voie de l'indépendance et du salut pour chacun. Elles soulèvent du même coup des questions délicates : « Devions-nous ou ne devions-nous pas assumer le système capitaliste tel qu'il existait alors » s'interroge Beatrice Webb, ancienne collaboratrice de Booth ; « et si tel n'était pas le cas », ajoute-t-elle, « fallait-il l'amender ou le supprimer ? » [Webb, 1926, p. 224]. À la différence des Cassandre socialistes, Henry Hyndman ou Henry George⁸, ces enquêteurs sociaux ne sont certes pas partisans d'un réformisme radical ; comme eux, toutefois, ils mettent au jour des problèmes qui engagent l'organisation de la société et qui interpellent les tenants de l'économie politique libérale.

Rien d'étonnant, alors, si leurs recherches sont critiquées par les maîtres à penser de la statistique sociale, tel William Ogle, et si le savoir empirique est contesté par les défenseurs de l'orthodoxie économique. David MacGregor déplore ainsi que « les enquêtes locales de Booth et Rowntree aient été largement citées et que leurs résultats soient devenus des lieux communs du débat politique », car, explique-t-il, ces travaux reposent sur des évaluations erronées desquelles, en outre, on ne peut tirer aucune conclusion à l'échelle du pays tout entier [MacGregor, 1910, p. 569-572]. Ce qui sépare à cet égard les économistes des sociologues de terrain réside au moins autant dans l'analyse de la pauvreté elle-même que dans ses conséquences politiques. Comme le souligne en effet Alfred Marshall dans ses *Principes*, « il faut bien se garder de la tentation d'exagérer les maux économiques de notre époque » car cela conduit trop souvent « à éliminer les méthodes de progrès dont l'œuvre, quoique lente, est néanmoins solide, et à faire adopter hâtivement d'autres méthodes qui promettent davantage, mais qui ressemblent à ces remèdes énergiques des charlatans » [Marshall, 1906, vol. 2, p. 575]. Selon lui, parce que ce « progrès » doit être indissociablement économique et moral, sa course ne dépend pas tant de transferts directs ou de mesures gouvernementales que

8. Henry George est un journaliste et économiste américain autodidacte, auteur d'une étude, *Poverty and Progress* [1884], rencontrant un franc succès en Angleterre dans les années 1880 et 1890. L'auteur y dénonce « cette tendance que nous appelons Progrès matériel », qu'il juge « sans effet sur la condition des classes inférieures », et critique l'institution de la propriété privée de la terre, dans laquelle il perçoit la cause profonde de la distribution inégale de la richesse.

d'actions au long cours capables de rehausser le « caractère » des hommes, des actions impulsées notamment par cette « chevalerie économique » à laquelle fait référence Marshall [1907]⁹.

Le chef de file des économistes anglais ferraille ainsi à plusieurs reprises contre les défenseurs d'une redistribution fiscale des richesses et émet les plus grandes réserves à l'égard du mécanisme du salaire minimum [Marshall, 1906, vol. 2, p. 562 *sq.* ; Aslanbeigui, Wick, 1990]. Il estime en particulier que si la progression des salaires réels est un processus lent, elle permet d'espérer que les besoins de la classe ouvrière seront peu à peu satisfaits. Et à l'impatience de ceux qui réclament des réformes urgentes, Marshall oppose, d'une part, une analyse circonstanciée de la dynamique économique, et, d'autre part, une nouvelle théorie de la rémunération des facteurs de production [Barkaï, 1994]. La première fait apparaître une hausse tendancielle du salaire moyen, une progression du travail qualifié et une baisse relative du nombre de travailleurs non spécialisés, ce qui laisse augurer une augmentation de leurs rémunérations [Marshall, 1906, vol. 2, p. 339 *sq.*]. Quant à la seconde, elle repose sur le marginalisme de la théorie néoclassique. Selon cette perspective, la rémunération du facteur travail ne dépend pas d'un quelconque stock de capital – le « fonds de salaires » de l'école classique – mais de la productivité marginale du travail. Tout dépend dès lors de la productivité du travail : plus elle est élevée, plus la demande de travail sera forte et les salaires tirés vers le haut. C'est pourquoi, selon Marshall, il est nécessaire de « diminuer assez vite l'offre de travail qui n'est apte qu'à un ouvrage non qualifié pour que le revenu moyen puisse s'élever plus vite encore que dans le passé » [Marshall, 1906, vol. 2, p. 569]. La réponse à la pauvreté réside donc dans l'éducation, qui doit améliorer l'efficacité du facteur travail, et Marshall plaide finalement pour l'avènement d'un « travailleur *gentleman* » [Himmelfarb, 1995, p. 109].

On le perçoit : les économistes défendent plutôt l'innocuité du système industriel, alors que les pionniers de la science sociale repèrent ses dysfonctionnements. Pour les uns, l'avenir de la classe ouvrière est prometteur,

9. Dans l'essai qu'il consacre aux « possibilités sociales de la chevalerie économique », Marshall insiste en particulier sur le rôle des élites économiques qui peuvent œuvrer utilement pour améliorer les conditions de vie des populations ouvrières et les amener à faire un meilleur usage de leurs revenus [Viner, 1941 ; Birch, 1985 ; Martinoia, 2009]. Par un effet de « noblesse oblige », les classes aisées, conscientes de leurs obligations sociales, contribueraient ainsi à la diffusion du progrès moral dans toutes les couches de la société. Son analyse présente à cet égard certaines affinités avec les idées défendues par les grandes figures du mouvement philanthropique, Charles Loch ou Bernard Bosanquet – comme le suggère notamment la référence que fait Marshall aux initiatives lancées par la très active Octavia Hill [Marshall, 1907, p. 27].

même si certains correctifs s'avèrent nécessaires¹⁰ ; pour les autres, l'ampleur de la pauvreté laborieuse exige une action plus résolue des autorités – assurance-chômage, allocations familiales, salaire minimum, imposition sur le revenu et le capital, etc. Ainsi Marshall et Rowntree accordent-ils, l'un comme l'autre, beaucoup d'importance à la productivité du travail. Toutefois, là où le premier y voit une promesse, le second, en chef d'entreprise avisé, décèle surtout les menaces qui pèsent sur le potentiel productif de l'Angleterre. Peut-être faut-il alors reconnaître que l'économie politique de Marshall porte encore la trace du « déterminisme optimiste d'Adam Smith », comme le suggère Daniel Villey [Nême, Villey, 1985, p. 243]. En fait, Marshall est surtout le théoricien de l'évolution graduelle de l'économie, celui qui insiste sur l'importance du temps dans l'analyse économique. Mais le temps des mécanismes d'équilibre n'est pas le temps de l'histoire, avec ses à-coups, ses tensions sociales et politiques, ni le temps de l'enquête sociologique. En ce sens, il importe peu de savoir si Marshall a raison sur les sociologues de terrain : par construction, son analyse est peu sensible aux situations de crise – le chômage ou les effets directs d'une dépression, par exemple – ce qui en limite sans doute la portée pratique et politique.

3. Soumettre l'économie à la morale, donc à la sociologie

Au-delà de l'analyse de la pauvreté industrielle et des préconisations de politiques publiques qui en découlent, ce qui anime certains des sociologues, c'est la conviction que la « question sociale » ne peut pas être résolue à partir d'une approche strictement économique des problèmes. Celle-ci leur semble en effet trop réductrice et ils considèrent qu'elle doit être dépassée, précisément, par la sociologie. C'est à elle qu'il appartient de faire de ces problèmes une analyse plus complète et, partant, plus opératoire d'un point de vue pratique. « Il est nécessaire d'établir l'unité des questions [composant un problème social] pour comprendre leur interaction organique et pour traiter valablement chacune d'elles », écrit ainsi John Hobson, qui ajoute que cette tâche « transcende l'étude historique et relève de la sociologie » [Hobson, 1901, p. 284]. Sous cet éclairage, la sociologie se présente à bien

10. C'est ce qu'admet volontiers Marshall, qui fait figure de progressiste parmi les économistes de l'époque. Marshall a en effet placé la « question sociale » au cœur de son projet théorique [Martinoia, 2006] et reconnaît la nécessité d'une intervention publique en matière d'éducation, de culture, ou pour l'assistance aux vieillards que défend alors Booth [Marshall, 1892] ; il prend aussi position en faveur des lois sur les fabriques et milite pour la baisse du temps de travail, qui doit contribuer à améliorer la productivité [Barkaï, 1994]. Toutefois, ce progressisme – qui s'é moussé au fil de son œuvre – est tempéré par un optimisme très victorien, qui l'incite à penser que la « question sociale » peut être résolue dans les limites du système parlementaire et de la libre entreprise [Viner, 1941, p. 227].

des égards comme une discipline qui doit tracer « le chemin du progrès social », selon la formule de Rowntree.

En ce sens, l'argumentation présentée par John Hobson dans *The Social Problem* ne consiste pas à dénoncer la sécheresse de l'économie politique, comme a pu le faire Marx. Il explique plutôt que si cette science n'a pas envisagé les méfaits du développement économique ni, *a fortiori*, proposé de remèdes, c'est qu'elle ne le pouvait pas. « Bien que la présentation de la question sociale semble essentiellement économique », indique-t-il, « aucun des problèmes les plus graves qu'elle pose ne peut être résolu par la science économique » [Hobson, 1901, p. 19]. Cette interprétation vaut pour les auteurs classiques autant que pour ceux qui se sont employés à moderniser et à humaniser la théorie économique – Jevons, Cairnes ou Marshall. Selon Hobson, en effet, les uns et les autres restent attachés à une conception trop restrictive des motivations individuelles et de l'activité économique elle-même¹¹. Il déplore en particulier que la théorie de la consommation et de la production soit la seule partie ouvragée de la science économique : « L'obtention d'une plus grande quantité de biens destinés au commerce », écrit-il, « constitue encore le véritable angle d'attaque de ce qui reste, pour l'essentiel, une science industrielle » [Hobson, 1901, p. 37]. Ainsi s'explique, d'ailleurs, son intention de rénover l'économie politique et de bâtir une théorie de la justice, car, indique-t-il, « le seul moyen radical de vaincre la pauvreté est de révéler, d'affirmer et de réaliser les impératifs de la justice économique » [Hobson, 1909, p. 175].

À lire Hobson, la limite que rencontre l'économie politique est d'ordre philosophique : cette science ne tire pas toutes les conséquences de l'évolutionnisme et de l'idéalisme social, qui amènent pourtant à reconsidérer la nature et la forme du progrès social¹². Autrement dit, à la suite d'Herbert Spencer et de Thomas Green, il faut inscrire les questions sociales dans un nouveau repère analytique, que la sociologie a vocation à concevoir. Ses promoteurs considèrent à cet égard que la société revêt un

11. Dès le premier chapitre de ses *Principes*, Alfred Marshall indique que l'économie politique est « une étude de la richesse [...] et, c'est le plus important, une partie de l'étude de l'homme ». Il écrit aussi que l'économie est « l'étude de l'humanité dans les affaires ordinaires de la vie ; elle examine la partie de la vie individuelle et sociale qui a plus particulièrement trait à l'acquisition et à l'usage des choses matérielles nécessaires au bien-être » [Marshall, 1906, vol. 1, p. 1]. Pour Hobson, les « affaires ordinaires de la vie » ne sauraient être ramenées « à l'acquisition et à l'usage des choses matérielles » [Hobson, 1901 p. 23-24].

12. Et ce, en dépit de la pétition de principe que l'on trouve par exemple dans le chapitre introductif des *Principes* de Marshall. Mais il est vraisemblable qu'il y a, à cet égard, un décalage assez net entre les éléments de méthode et les éléments d'analyse présentés par Marshall [Pursell, 1958].

caractère « organique » : indissociablement physique et spirituelle, elle se définit comme une « communauté sociale » qui soude les individus autour d'une même exigence morale, une unité, non un simple agrégat. Dans cette optique, individu et société évoluent de façon interdépendante, de sorte qu'il ne saurait y avoir d'individualisation – c'est-à-dire, ici, un développement des qualités individuelles – sans socialisation [Townshend, 1990]. Les individus dépendent donc de la société qui les a formés et, inversement, « rien ne peut exister dans une nation ou dans une société qui n'existe chez les personnes qui composent cette nation ou cette société » [Green, *in* Chrétien, 1999, p. 79]. C'est bien ce qu'exprime Leonard Hobhouse lorsqu'il écrit : « La société existe dans les individus. [...] Sa vie est leur vie, et rien d'autre que leur vie. » [Hobhouse, 1911, p. 85] L'idée selon laquelle il existe une solidarité profonde entre l'individu et la communauté dont il dépend irrigue les réflexions de Hobson et de Hobhouse, tous deux membres fondateurs de la *Sociological Society* en 1903¹³. Elle procède en fait d'une relecture de l'évolutionnisme spencérien à l'éclairage de la philosophie sociale de Thomas Green.

Dans cette perspective, ces auteurs soulignent l'importance de la coopération, en lieu et place de la concurrence ou de la lutte pour la survie des plus aptes. C'est d'elle en particulier, et non de la sélection naturelle, que procède le progrès, c'est-à-dire le plus haut degré de développement des individus. L'évolution est donc indissociable ici d'une exigence morale : « Lorsqu'on considère les questions sociales », écrit Leonard Hobhouse, « on ne peut pas regarder l'individu isolément et, de même, notre approche de la compétition passe de l'individu au groupe dont il est membre ». Et Hobhouse ajoute : « Pour ce groupe social, il faut reconnaître que l'affection, la sympathie et toutes les forces qui contribuent à la coopération relèvent de ce que les biologistes appellent des principes de survie. » [Hobhouse, 1911, p. 25] Dans une société « organique », donc, parce que le développement social est inséparable du développement personnel de chacun, il n'y a pas de progrès sans coopération ni entraide. Une telle conception de la solidarité, qui entre en résonance notamment avec la thèse que défend Kropotkine

13. La *Sociological Society* rassemble des « savants » venus d'horizons divers – parmi lesquels Francis Galton, Patrick Geddes, Charles Loch ou William Beveridge – qui sont soudés à l'origine par une volonté commune d'unifier et de contrôler le champ de la recherche sociale. Cet objectif fait long feu faute d'un consensus minimal dans leurs rangs sur la nature du travail sociologique. Mais si cette Société n'a pas permis à la sociologie de s'unifier, du moins lui a-t-elle permis de se démarquer institutionnellement de l'économie et de l'anthropologie. En 1907, la nomination de l'un des siens, Leonard Hobhouse, comme premier professeur de sociologie en Angleterre suggère, à cet égard, qu'elle a été un milieu incubateur pour cette discipline.

[1902] dans *Mutual aid*, n'est pas sans évoquer les idées qui se diffusent en France au même moment¹⁴. Cependant, à la différence du solidarisme français, qui conçoit la solidarité comme une loi de la société, celle-ci se présente plutôt, dans sa version anglaise, comme un idéal tributaire avant tout du développement moral des individus. En d'autres mots, c'est de la raison, de l'intelligence et de la volonté humaines que dépendent *in fine* l'aptitude à la coopération sociale et, partant, l'avènement d'une société harmonieuse¹⁵. L'épanouissement des facultés individuelles constitue donc un enjeu majeur dans la résolution du « problème social ». Tel est le socle sur lequel ces sociologues entendent bâtir un nouveau cadre d'analyse des problèmes sociaux, alternatif à l'économie politique, et faire reconnaître la nécessité d'une nouvelle éthique sociale. Comme le souligne par exemple John Hobson, la tâche la plus urgente de la sociologie est de contribuer au triomphe du « sentiment coopératif » et « d'éduquer le désir social des individus » – par opposition à la poursuite de fins strictement individuelles [Hobson, 1901, p. 264]. Pour ces auteurs, la sociologie se présente donc comme une sorte de propédeutique politique qui, en éveillant la conscience sociale des individus, vise à soumettre l'activité économique à un idéal moral de justice et de progrès partagé¹⁶.

Cette conception de la coopération dans une société « organique » est à l'origine des critiques que les sociologues adressent à l'économie politique et des recommandations qu'ils font pour résoudre la « question sociale ». Dans la perspective qui est la leur, en effet, la pauvreté dont souffrent certaines franges du monde du travail traduit les lacunes de la coopération sociale. Ainsi, c'est la concurrence féroce (*i.e.* le défaut de coopération) que se livrent les détenteurs des facteurs de production qui expliquerait l'existence d'un « surplus improductif » inéquitement distribué. Hobson considère à cet égard que la répartition de ce surplus est affaire de rapports de force, ce que Hobhouse traduit en ces termes : « dans un système compétitif, ce qu'un

14. Sur les différentes conceptions de la solidarité en France et sur l'influence exercée par Émile Durkheim et, surtout, Léon Bourgeois, voir en particulier Blais [2007].

15. On dit que la sociologie de Spencer est épigénétique dans la mesure où, selon lui, la société s'adapte à son milieu et réagit aux multiples facteurs qui suscitent le changement ; celle de Hobhouse est « orthogénétique » car le développement de la société dépend de ce qu'il appelle « l'évolution de l'Esprit », qui rend progressivement l'homme maître de lui-même et de son environnement [Hobhouse, 1904, p. 103 *sq.*].

16. Comme l'expliquera Maurice Ginsberg, son successeur à la *London School of Economics*, Hobhouse « croit dans le développement humain et dans l'orientation rationnelle de ce développement ». « Son but est la justice » ajoute-t-il, « un état dans lequel la liberté de chacun sera la condition de la liberté de tous, dans lequel l'homme n'exploitera pas son semblable, dans lequel, finalement, l'individu sera traité comme une fin en soi et jamais comme un simple moyen » [Ginsberg, 1951, p. xxxii].

individu peut gagner dépend non seulement de sa puissance de travail, mais aussi de sa capacité à obtenir d'être payé pour elle » [Hobhouse, 1922, p. 134]. Et c'est sur la base de tels constats, que Hobson rejette la théorie de la répartition fondée sur la productivité marginale, une théorie *a priori* neutre, mais qui serait en réalité à la racine de la pauvreté industrielle. « Les défenseurs de la théorie de la productivité marginale », explique-t-il, « sont en mesure de déduire des préceptes pratiques tout à fait acceptables pour les politiciens et hommes d'affaires soucieux de montrer l'injustice, le danger et, finalement, la vacuité de toute initiative des classes laborieuses pour obtenir de plus hauts salaires » [Hobson, in Richmond, 1978, p. 290]. En d'autres termes, cette théorie vient en réalité légitimer la distribution des richesses telle qu'elle existe dans le système économique en place. Elle contribue donc à entretenir une « économie de bas salaires » et de « sous-consommation », dans laquelle il voit la cause des dépressions et de la détresse ouvrière [Hobson, 1894, p. 288, 365 ; 1906, p. 117 sq.].

Mais la situation n'est pas figée pour autant et les sociologues œuvrent sans relâche à la promotion de la coopération sociale, considérée comme le meilleur antidote au « problème social ». « La vie sociale est essentiellement une coopération », indique Hobhouse, et « la société la mieux organisée sera celle dans laquelle la coopération sera la plus parfaite et la plus complète » [Hobhouse, 1911, p. 185]. Le chantier intellectuel de la sociologie consiste alors à faire prévaloir la coopération sur la compétition là où cela s'avère nécessaire. Tout l'édifice intellectuel d'Hobhouse tend ainsi à montrer qu'un tel idéal d'harmonie ou de concorde est à portée de mains, puis d'en dégager les conditions économiques, politiques et sociales. Le principe directeur qu'il définit est à peu près le suivant : tout ce qui contribue au progrès intellectuel et moral des individus, donc à l'harmonie entre les hommes, doit être encouragé ; inversement, les situations, comportements ou intérêts qui ne concourent pas au bien-être commun, voire le menacent, doivent être corrigés. Hobhouse est explicite sur ce point : « La valeur d'un système industriel doit être jugée, s'agissant de la production, non pas par la richesse totale qu'il produit, exprimée en termes monétaires, ni par un quelconque critère matériel, mais par sa valeur éthique en tant que ce système satisfait les besoins de la communauté et le développement de la personnalité sociale des individus » [Hobhouse, 1922, p. 169]. En ce sens, l'extrême concentration des richesses et le dénuement de trop nombreuses familles apparaissent comme des situations qui entravent le développement harmonieux de la communauté et qui, dès lors, doivent donc être combattues par des politiques réformistes. Dans *The Labour Movement*, un livre engagé, Hobhouse défend par exemple le principe du syndicalisme, qui tempère les mécanismes de la

concurrence et agit comme une « force morale » dans la communauté ; il réclame, à la suite de Rowntree, un « juste salaire » pour les travailleurs et salue les initiatives de David Lloyd George en matière de protection sociale [Hobhouse, 1912]. Suivant cette même ligne de raisonnement, il défend le principe du prélèvement fiscal de ce que Hobson appelle les « surplus improductifs », ainsi que la taxation des héritages¹⁷.

Hobson et Hobhouse partagent ainsi une même exigence morale, forgée à la *South Place Ethical Society*¹⁸, à laquelle ils voudraient soumettre l'activité économique. Selon ces auteurs, en effet, la meilleure réponse aux maux de l'époque victorienne puis edwardienne n'est pas le socialisme – pas plus celui de Hyndman que celui des Fabiens – mais la moralisation du libéralisme. La sociologie qu'ils promeuvent et pratiquent doit en être à la fois le témoignage et l'instrument. Elle est désormais cette « science générale de la société » que l'économie politique, à la suite de Smith, aurait renoncé à être [Hobhouse, 1908]. Comme telle, elle est en mesure de dégager des principes généraux permettant de hâter la marche du progrès social, des principes qui devraient prévaloir dans toute autre branche du savoir plus spécialisée.

Conclusion

La sociologie apparaît donc peu à peu dans le paysage intellectuel anglais, sinon comme une réponse aux problèmes de pauvreté, du moins comme une interrogation sur les conditions sociales et politiques de son éradication. Sous cet éclairage, sociologues et économistes labourent à certains égards les mêmes terres, mais avec des outils différents et sans suivre le même sillon. D'un côté, en effet, alors que les économistes repèrent statistiquement une

17. Selon Leonard Hobhouse, « ni les ressources naturelles ni la richesse des générations passées ne peuvent être considérées comme des formes acceptables de propriété privée dans une collectivité qui remplit correctement les fonctions imposées par la vie en commun ». De manière générale, le mécanisme de l'impôt semble à Hobhouse tout à fait légitime. En effet, étant donné qu'une partie de la valeur du travail d'un individu résulte de la coopération de la société, cette dernière est fondée à s'approprier une certaine proportion de cette « valeur sociale » [Hobhouse, 1922, p. 166, 160-163].

18. D'origine américaine, les sociétés d'éthique font leur apparition en Angleterre dans la deuxième moitié des années 1880 et attirent de nombreux universitaires désireux de s'engager dans la vie de la cité. Quelle que soit leur position vis-à-vis de la religion, elles réalisent un travail indissociablement éducatif et politique en discutant des problèmes sociaux d'un point de vue éthique devant un large public. Hobson fréquente initialement la *London Ethical Society*, tout comme John Muirhead et Bernard Bosanquet, deux élèves de Green qui proposent une interprétation résolument individualiste de la philosophie idéaliste. En désaccord avec leur conception du progrès social, il rejoint en 1896 la *South Place Ethical Society* où il côtoie Hobhouse, Geddes, mais aussi le fabien Graham Wallas, partisans d'une interprétation plus radicale de l'interdépendance entre l'individu et la société [Townshend, 1990].

amélioration tendancielle du sort des plus démunis, les enquêtes de terrain révèlent l'existence d'une précarité permanente pour une large frange de la classe ouvrière. Les premiers s'en remettent donc plus volontiers aux ajustements spontanés du système économique et se méfient des interférences du gouvernement (*natura non facit saltum*¹⁹), tandis que les seconds soulignent l'urgence de certaines réformes – fussent-elles modérées. D'un autre côté, les économistes s'efforcent de dégager des lois qui « expriment des tendances formulées dans le mode indicatif, et non des principes éthiques dans le mode impératif » [Marshall, 1906, vol. 1, p. vi]. Or, ce sont des principes de ce dernier type, précisément, que la sociologie théorique, pétrie de philosophie et de valeurs chrétiennes, essaie de formuler et d'imposer. En ce sens, d'ailleurs, tout indique que la sociologie apparaît en Angleterre comme une réponse morale aux limites ou aux excès du libéralisme économique.

Certes, on ne saurait opposer hâtivement l'économie politique à la science sociale naissante tant il est vrai, par exemple, que leurs représentants emblématiques – en particulier Hobson, Hobhouse et Marshall – ont contribué, ensemble, à l'émergence d'un nouveau corps de doctrine, le *New Liberalism* [Chrétien, 1999]. Toutefois, s'agissant des questions de pauvreté, ce sont avant tout les résultats alarmants dégagés par les sociologues, et la théorie sociale qu'ils diffusent, qui vont justifier les réformes entreprises à partir de 1908 – assistance aux vieillards, « Budget du Peuple » voté en 1909, *National Insurance Act* de 1911, etc. En montrant que la coopération sociale doit s'étendre bien au-delà des relations marchandes, la sociologie a ainsi contribué à renouveler en profondeur la philosophie des interventions sociales. Rowntree et Hobhouse sont, à cet égard, des penseurs incontournables, dont les travaux ont influencé tous les débats ultérieurs sur la pauvreté outre-Manche – sa mesure, sa nature ou l'allure des politiques censées la combattre. Lorsque le sociologue Thomas Marshall indiquera en 1949 que l'amélioration du sort de la classe ouvrière ne connaît d'autre limite que celle fixée à la « citoyenneté sociale », expression de la pleine appartenance de chacun à la communauté, il parachèvera d'une certaine manière l'œuvre qu'ils avaient entreprise [Marshall, 1965]. Et si cette perspective tranche nettement avec celle que proposait soixante ans plus tôt son homonyme, Alfred Marshall, qui insistait essentiellement sur le rôle de la productivité, c'est que, de l'une à l'autre, on mesure en fait l'apport de la sociologie à l'élucidation des problèmes de pauvreté en Angleterre.

19. « La nature ne fait pas de saut », citation latine qu'Alfred Marshall a mise en exergue à ses *Principes*.

Bibliographie

Abrams Philip (1968), *The Origins of British Sociology 1834-1914*, Chicago, Chicago University Press.

Aslanbeigui Nahid, Wick Adele (1990), « Progress: Poverty or Prosperity? Joining the Debate between George and Marshall on the Effects of Economic Growth on the Distribution of Income », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 49, n° 2, p. 239-256.

Barkaï Haïm (1994), « Travail, emploi et salaires dans l'économie néoclassique : les conceptions marshalliennes au tournant du siècle », in Mansfield Malcolm, Salais Robert, Whiteside Noel, *Aux sources du chômage 1880-1914*, Paris, Belin, p. 153-182.

Birch Thomas (1985), « Marshall and Keynes Revisited », *Journal of Economic Issues*, vol. 19, n° 1, p. 194-200.

Blais Marie-Claude (2007), *La solidarité. Histoire d'une idée*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées ».

Booth Charles [1889 (1969)], *Life and labour of the People in London*, New York, Augustus M. Kelley Publisher, vol. 1.

Bosanquet S.R. (1839), *The Poor Laws Amendment Acts with Explanatory and Practical Notes*, London, A. Maxwell.

Bosanquet Helen [1914 (1973)], *Social Work in London, 1869-1912*, Brighton, The Harvester Press.

Briggs Asa (1961), *A Study of the Work of Seebohm Rowntree 1871-1954*, London, Longmans.

Chadwick Edwin (1836), « The New Poor Law », *Edinburgh Review*, vol. 63, n° 128, p. 487-537.

Chrétien Maurice (dir.) (1999), *Le nouveau libéralisme anglais à l'aube du XX^e siècle*, Paris, Economica.

Deane Phyllis (1957), « Contemporary estimates of national income in the second half of the nineteenth century », *The Economic History Review*, New Series, vol. 9, n° 3, p. 451-461.

George Henry [1884 (1960)], *Progrès et Pauvreté*, New York, Robert Schalkenbach Foundation.

Giffen Robert (1886), « Further Notes on the Progress of the Working Classes in the Last Half Century », *Journal of the Statistical Society of London*, vol. 49, n° 1, p. 28-100.

— [1882 (1979)], « Population, National Power and Wealth: A Late Nineteenth Century Assessment », *Population and Development Review*, vol. 5, n° 2, p. 319-346.

Ginsberg Maurice (1951), « Introduction », in Hobhouse Leonard, *Morals in Evolution*, London, Chapman & Hall.

Harris Jose (1972), *Unemployment and Politics. A Study in English Social Policy 1886-1914*, Oxford, The Clarendon Press.

Hennock Peter (1987), « The measurement of urban poverty: from the metropolis to the nation, 1880-1920 », *Economic History Review*, 2nd ser. XL, n° 2, p. 208-227.

Himmelfarb Gertrude (1995), *The De-Moralization of Society*, New York, Vintage Books.

Hobhouse Leonard [1904 (1972)], *Democracy and Reaction*, Brighton, The Harvester Press.

— (1908), « The Roots of Modern Sociology », *Inauguration of the Martin White Professorship of Sociology*, London, University of London & John Murray.

— (1911), *Social Evolution and Political Theory*, New York, Columbia University Press.

— [1912(1974)], *The Labour Movement*, Brighton, The Harvester Press.

— [1922 (1993)], *The Elements of Social Justice*, London, Routledge/Thoemmes Press.

Hobson John [1894 (1954)], *The Evolution of Modern Capitalism*, London, George Allen & Unwin.

— (1901), *The Social Problem*, London, James Nisbet.

— (1906), *Problems of Poverty. An Inquiry into the Industrial Condition of the Poor*, London, Methuen.

— (1909), *The Crisis of Liberalism: New Issues of Democracy*, London, P. S. King & Son.

Hyndman Henry [1881 (1973)], *England for All. The Text Book of Democracy*, Brighton, The Harvester Press.

Kropotkine Piotr (1902), *Mutual aid, a factor of evolution*, London, Heinemann.

Levi Leone (1885), *Wages and Earnings of the Working Classes*, London, John Murray.

Levitt Theodore (1976), « Alfred Marshall: Victorian Relevance for Modern Economics », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 90, n° 3, p. 425-443.

MacGregor David (1910), « The Poverty Figures », *The Economic Journal*, vol. 20, n° 80, p. 569-572.

Mansfield Malcolm (1994), « Naissance d'une définition institutionnelle du chômage en Grande-Bretagne (1890-1914) », in Mansfield Malcolm, Salais Robert, Whiteside Noel, *Aux sources du chômage 1880-1914*, Paris, Belin p. 295-324.

Marshall Alfred (1885), *Where to House the London Poor*, Cambridge, Metcalfe.

— (1892), « The Poor Law in Relation to State-Aided Pensions », *The Economic Journal*, vol. 2, n° 5, p. 186-191.

— [1906 (1971)], *Principes d'économie politique*, Paris-Londres-New York, Gordon & Breach, 2 vol.

— (1907), « The Social Possibilities of Economic Chivalry », *The Economic Journal*, vol. 17, n° 65, p. 7-29.

Marshall Thomas (1965), *Class, Citizenship and Social Development*, New York, Anchor Books.

Martinoia Rozenn (2006), « 'L'ère marshallienne' : équilibre, bien-être et question sociale dans l'Angleterre victorienne », *Romantisme*, n°133, p. 93-102.

— (2009), « De l'intérêt et du devoir : Alfred Marshall et la moralisation du capitalisme », Colloque *RIODD-RSE et régulation du capitalisme*, Lille.

N[^]me Colette, Villey Daniel (1985), *Petite histoire des grandes doctrines économiques*, Paris, Litec, Éditions M.-T. Genin.

Polanyi Karl [1944 (1983)], *La grande transformation. Aux origines économiques et politiques de notre temps*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines ».

Procacci Giovanna (1996), « La naissance d'une rationalité moderne de la pauvreté », in Paugam Serge (dir.), *L'exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte.

Pursell Garry (1958), « Unity in the Thought of Alfred Marshall », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 72, n° 4, p. 588-600.

Richmond W.H. (1978), « John A. Hobson: Economic Heretic », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 37, n° 3, p. 283-294.

Rodriguez Jacques (2004), « Entre travail et indigence, la pauvreté déniée. Fonctions sociales et idéologiques de la workhouse dans l'Angleterre victorienne », *Histoire & Sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, n°10, p. 89-101.

— (2007), *Le pauvre et le sociologue. La construction de la tradition sociologique anglaise 19^e-20^e siècles*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Rowntree Benjamin Seebohm (1901), *Poverty: a Study of Town Life*, London, Macmillan.

Soffer Reba (1970), « The Revolution in English Social Thought, 1880-1914 », *The American Historical Review*, vol. 75, n° 7, p. 1938-1964.

Jones Gareth Stedman (1971), *Outcast London. A Study in the Relationship between Classes in Victorian Society*, Oxford, Clarendon Press.

— (2007), *La fin de la pauvreté ? Un débat historique*, Maisons-Alfort, Ere.

Thompson F.M.L. (1988), *The Rise of Respectable Society*, London, Fontana Press.

Topalov Christian (1994), *Naissance du chômeur 1880-1910*, Paris, Albin Michel.

Townshend Jules (1990), *J.A. Hobson*, Manchester, Manchester University Press.

Viet-Wilson John (1986), « Paradigms of Poverty: a Rehabilitation of B.S. Rowntree », *Journal of Social Policy*, vol. 15, part. 1, p. 69-99.

Viner Jacob (1941), « Marshall's Economics, in relation to the Man and to his Times », *The American Economic Review*, vol. 31, n° 2, p. 223-235.

Webb Beatrice [1926 (1971)], *My Apprenticeship*, Harmondsworth, Penguin Books.